



LANCEMENT DE L'INITIATIVE FRANÇAISE POUR UN CACAO DURABLE

ONG, entreprises, pouvoirs publics et chercheurs signent - pour la première fois en France - des engagements partagés pour un cacao durable

1^{er} octobre Journée Mondiale du Cacao et Sommet Afrique-France

Mardi 5 octobre 2021 - A l'occasion de la Journée Mondiale du Cacao 2021 et du Sommet Afrique France, une étape décisive est franchie avec la signature de l'Initiative Française pour un Cacao Durable avec la participation du ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité, Franck Riester et de la secrétaire d'Etat à la biodiversité, Bérangère Abba. Cette Initiative rassemble l'Etat, la plupart des entreprises du secteur, des enseignes de distribution, des centres de recherche et plusieurs organisations non gouvernementales autour d'engagements communs pour une filière cacao responsable face aux enjeux majeurs de la déforestation, de la grande pauvreté et du travail des enfants.

Il y a urgence ! Les enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la filière du cacao sont immenses et pressants : de l'extrême pauvreté des cacaoculteur·rice·s, à la déforestation, en passant par le travail des enfants, nous devons agir. Les acteurs de la filière connaissent ces réalités depuis des décennies, et certains travaillent depuis longtemps pour y répondre, mais sans suffisamment changer la donne. Jugeons-en :

- **Le prix du cacao a été divisé par 3 en 30 ans** et les producteur·rice·s de cacao ne reçoivent plus que 6% du prix payé par les consommateur·rice·s pour leurs produits chocolatés contre 16% dans les années 1980.
- La culture du cacao est **l'un des premiers facteurs de la déforestation** en Côte d'Ivoire et au Ghana, qui représentent environ deux tiers du cacao mondial.
- On estime que **1,6 millions d'enfants travaillent dans les plantations** de cacao au Ghana et en Côte d'Ivoire [1].
- Si les consommateurs semblent de plus en plus conscients, seul **5% du cacao français bénéficie d'une certification équitable**, et en général 10% uniquement est **certifié par des référentiels indépendants de durabilité**

La société civile est représentée par le « collège ONG » dans cette initiative

Les membres du collège ONG[2] de cette nouvelle initiative, se félicitent du lancement de l'initiative et de l'ambition des engagements pris par tous les acteurs de la filière pour répondre aux enjeux :

- Améliorer le revenu des cacaoculteur·rice·s pour leur assurer un revenu décent d'ici 2030,
- Mettre fin aux approvisionnements en cacao issu de la déforestation d'ici 2025,
- Et accélérer la lutte contre le travail des enfants dans les approvisionnements de la filière française d'ici 2025.

« Réunir tous les acteurs de la filière sur un objectif de revenu décent aux cacaoculteur·rice·s est une avancée remarquable de cette Initiative. De fait, la déforestation ou le travail des enfants ne peuvent pas être décorrés de la question économique ; l'extrême pauvreté est l'ennemi de la planète. On ne peut d'ailleurs pas laisser de côté que le prix du cacao ne représente aujourd'hui que 5% du prix d'une tablette » **rappelle Blaise Desbordes, directeur général de Max Havelaar France.**

« Nous sommes ravis d'avoir participé à l'élaboration de ce document directeur qui définit le cadre pour une initiative française pour un cacao durable que nous souhaitons inclusive, ambitieuse, robuste, à la hauteur des enjeux et en ligne avec les autres initiatives européennes. Nous souhaitons tout particulièrement continuer à engager le secteur dans la transition des systèmes de monocultures à des systèmes agroforestiers pour contribuer à la résilience des producteurs de cacao et de leurs communautés et à la protection des espaces forestiers », **Olivier Erol, responsable du programme cacao de Pur Projet.**

« Nous sommes convaincus qu'il faut concentrer notre travail de plaidoyer sur le secteur privé pour transformer leurs pratiques en faveur de la protection des forêts, mais aussi en matière de droits humains. D'où l'importance de cette Initiative, ainsi que les initiatives sœurs dans d'autres pays européens et ailleurs dans le monde. La France est un des pays clé pour le marché du cacao, c'est pourquoi nous espérons que cette initiative sera solide et donnera le cap », **Julian Oram, directeur de campagnes de Mighty Earth.**

L'ambition de ces objectifs doit permettre au secteur du chocolat français de prendre un virage vers plus de durabilité. Pour changer d'échelle en termes d'impact pour les cacaoculteur·rice·s et l'environnement, il est capital que tous les acteurs de la chaîne prennent leurs responsabilités, et notamment l'industrie (négociants, fabricants, marques) ainsi que les distributeurs.

« Nous considérons que la responsabilité doit être partagée par l'ensemble de la filière, du producteur à la distribution. La lutte contre la déforestation et le travail des enfants, ainsi que la promotion du revenu décent, sont parmi les sujets fondamentaux de notre programme de certification RA 2020. Notre logo à la petite grenouille en est la partie visible, pour démontrer l'engagement de transparence des producteurs et des entreprises, et informer le consommateur », **Thierry Touchais, représentant Rainforest Alliance France, Italie, Espagne.**

« Nous espérons que cette plateforme permettra de concrétiser des engagements sur le terrain et générera des impacts mesurables. Le collectif d'ONG s'engage à proposer des actions concrètes, positives et faisables à grande échelle dans les zones d'approvisionnement des chocolatiers », **Cédric Rabany, co-directeur de Nitidae.**

Une initiative fondée sur un triple engagement

Les signataires de cette Initiative s'engagent conjointement à atteindre les objectifs suivants dans les régions productrices de cacao :

- Améliorer le revenu des cacaoculteurs et de leurs familles, afin qu'ils puissent atteindre un revenu décent (au sens du « Living Income Community of Practice ») au plus tard d'ici à 2030, en collaboration avec les pays producteurs ;
- Mettre fin, avec l'ensemble des parties prenantes, au plus tard d'ici 2025 aux approvisionnements de l'industrie française du cacao, et ceux de ses partenaires, issus de zones déforestées après le 1er janvier 2020, lutter contre la dégradation des forêts, et préserver les massifs forestiers et les zones à forte valeur environnementale demeurant [3];
- Prendre les mesures nécessaires, pour lutter et marquer des progrès contre le travail forcé et le travail des enfants, tel que défini par les Conventions de l'OIT[4] , dans les régions productrices de cacao d'ici à 2025, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable

(ODD) des Nations Unies 8.7 (Mettre fin au travail des enfants, au travail forcé, à l'esclavage moderne et à la traite des êtres humains), tout en contribuant à favoriser les droits des enfants et leur accès à l'éducation. Nous contribuerons également à l'émancipation des femmes au sein de la filière cacao.

La gouvernance de l'Initiative

Les travaux issus de cette Initiative seront pilotés collectivement par différents acteurs :

- Gouvernement (Ministère de la Transition écologique, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation)
- Syndicat du Chocolat
- Un collectif d'ONG
- Représentants des distributeurs
- Représentants des organismes de recherche (CIRAD)

Les signataires s'engagent à travailler sur l'élaboration d'un texte de gouvernance et un plan d'action qui pourra être adopté d'ici le 1^{er} mars 2022

Une initiative déjà mise en œuvre dans de nombreux pays

Les démarches similaires (*Initiatives for Sustainable Cocoa*) se sont structurées ces dernières années en Belgique (Beyond Chocolate, en Allemagne (Gisco[5]), en Suisse (Swissco[6]), et aux Pays-Bas (Disco[7]), autour de plateformes nationales engagées sur les mêmes piliers que la nouvelle initiative française (revenu décent, déforestation, travail des enfants). Par la signature de cette Initiative, les signataires français souhaitent s'engager dans cette dynamique européenne.

Les plateformes nationales déjà existantes collaborent autour d'activités communes, notamment l'harmonisation des cadres de suivi et d'évaluation et l'alignement des activités au niveau opérationnel sur l'échange de connaissances et le renforcement des capacités.

Cette Initiative française s'inscrit également dans le cadre de la Stratégie Nationale de lutte contre la Déforestation Importée (SNDI), adoptée le 14 novembre 2018, pour mettre fin en 2030 à l'importation de produits forestiers ou agricoles non durables contribuant à la déforestation

Aussi, les signataires de cette Initiative s'engagent à collaborer plus étroitement encore pour trouver des solutions durables, au-delà des actions individuelles et collectives déjà déployées. Ils invitent l'ensemble des acteurs et partenaires de la filière cacao française à rejoindre cette dynamique.

Commerce Équitable France

Fondé en 1997, Commerce Équitable France est le collectif de concertation et de représentation des acteurs français de commerce équitable. Notre raison d'être : promouvoir le commerce équitable en France et à l'international, pour accompagner et accélérer les transitions écologique et sociale des modes de production et de consommation. Le projet politique du commerce équitable est d'œuvrer pour un rééquilibrage du pouvoir et du partage de la valeur dans l'économie. Un prix juste pour les producteur·rice·s et l'adhésion des consommateur·rice·s sont les deux leviers du commerce équitable pour atteindre la justice sociale et la protection des écosystèmes. Commerce Équitable France réunit une trentaine de membres et d'organisations d'envergure nationale : entreprises, labels de commerce équitable, organisations de solidarité internationale, associations d'éducation à la citoyenneté, mouvements citoyens, réseaux de distribution et acteurs de la recherche et de l'enseignement. Plus d'informations sur commerceequitable.org

Max Havelaar France

L'ONG Max Havelaar France, membre fondateur du mouvement international Fairtrade, agit pour un commerce équitable, respectueux des droits humains et de l'environnement. Avec le label Fairtrade/Max Havelaar, elle mobilise les entreprises, les consommateurs et les pouvoirs publics afin de transformer les pratiques et de soutenir les producteurs et travailleurs défavorisés. Elle sensibilise l'opinion publique et milite en faveur d'une économie mondiale éthique et responsable.

Fairtrade International est cogérée à parité égale par les associations nationales représentant le label dans les pays consommateurs, dont Max Havelaar France, et les trois réseaux de producteurs et travailleurs. Plus d'1,7 million de producteurs et travailleurs bénéficient du commerce équitable Fairtrade à travers 72 pays. Ils sont regroupés dans 1 822 organisations certifiées. Plus d'informations sur maxhavelaarfrance.org

Mighty Earth

Mighty Earth est une organisation globale de plaidoyer qui œuvre pour la protection des forêts tropicales, des océans et du climat. Nos campagnes et notre équipe ont joué un rôle de premier plan en persuadant les plus grandes entreprises mondiales du secteur de l'alimentation et de l'agriculture d'adopter des politiques visant à éliminer la déforestation et les atteintes aux droits de l'homme de leurs chaînes d'approvisionnement, et ont conduit à l'adoption de transferts de plusieurs milliards de dollars vers l'énergie propre. Plus d'informations mightyearth.org

Nitidæ

Nitidæ conçoit et mène des projets associant la préservation de l'environnement et le renforcement des économies locales. Combinant expertises internes et partenariats, Nitidæ est une interface d'innovations pour la co-construction de solutions intégrées pour des territoires ruraux multi-sectoriels et multi-fonctionnels. En Côte d'Ivoire, Nitidæ accompagne l'Etat Ivoirien à la mise en place d'un programme REDD+ (Réduction de la déforestation et dégradation des forêts) en région de production de cacao. Plus d'informations sur nitidae.org

Pur Projet

PUR Projet accompagne les entreprises pour régénérer les écosystèmes dont elles dépendent. En développant des projets socio-environnementaux pour autonomiser les communautés locales, nous aidons les entreprises à renforcer leurs chaînes d'approvisionnement et à générer un impact grâce à l'agroforesterie, la restauration des terres et des pratiques agricoles durables. Fondée en 2008 dans le but de lutter contre le changement climatique et la déforestation dans les chaînes d'approvisionnement de nos clients, PUR Projet a développé et gère des projets dans plus de 40 pays partout dans le monde, PUR Projet travaille avec un ensemble diversifié de partenaires commerciaux et de communautés locales pour assurer un avenir plus durable dans une variété de chaînes d'approvisionnement à base de plantes et d'animaux. Plus d'informations sur purprojet.com

Rainforest Alliance

Rainforest Alliance est une organisation à but non lucratif active dans 70 pays, à l'intersection des secteurs de l'entreprise, de l'agriculture et des forêts. Rainforest Alliance modifie la façon dont le monde produit, approvisionne et consomme par l'intermédiaire de son programme de certification, de ses services aux chaînes d'approvisionnement, de ses programmes de gestion territoriale et de ses actions de plaidoyer, avec une priorité sur les filières cacao, café, thé, bananes, produits de la forêt et huile de palme. En 2020, plus de 6,8 millions d'hectares de cultures et plus de 2,3 millions d'agriculteurs sont certifiés selon les référentiels Rainforest Alliance et UTZ, conçus pour améliorer la durabilité économique, environnementale et sociale, afin que l'humain et la nature s'épanouissent en harmonie. Plus d'informations sur rainforest-alliance.org

CONTACTS PRESSE

Agence Etycom | Aelya NOIRET | 06 52 03 13 47 | a.noiret@etycom.fr

[1]] NORC, 2020, <https://www.norc.org/Research/Projects/Pages/assessing-progress-in-reducing-child-labor-in-cocoa-growing-areas-of-c%C3%B4te-d%E2%80%99ivoire-and-ghana.aspx>

[2] WWF France, Rainforest Alliance, Pur Projet, Nitidæ, Max Havelaar France, Migthy Earth, Commerce Equitable France.

[3] Les zones à forte valeur environnementale sont identifiées selon une approche conjointe Haute valeur de conservation (HVC) et Haut stockage de carbone (HSC)

[4] [La Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail](#), adoptée en juin 1998, reconnaît huit Conventions comme fondamentales pour les principes et droits fondamentaux au travail. Ces huit (8) Conventions de l'OIT, appelées « normes fondamentales du travail » portent les numéros 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138 et 182.

[5] *Germain initiative for sustainable cocoa*

[6] *Swiss initiative for sustainable cocoa*

[7] *Dutch initiative for sustainable cocoa*